



Assemblée générale

Distr. générale
16 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 133 de la liste préliminaire*
Planification des programmes

Projet de cadre stratégique pour la période 2012-2013

Deuxième volet : plan-programme biennal

Programme 4

Opérations de maintien de la paix

Table des matières

	<i>Page</i>
Orientation générale	2
A. Opérations de maintien de la paix	4
Sous-programme 1. Opérations	4
Sous-programme 2. Questions militaires	5
Sous-programme 3. État de droit et institutions chargées de la sécurité	6
Sous-programme 4. Politiques, évaluation et formation	8
Sous-programme 5. Appui administratif aux missions.	9
Sous-programme 6. Services d'appui intégrés	11
B. Missions de maintien de la paix	12
1. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.	12
2. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	13
Textes portant autorisation des travaux	13

* A/65/50.



Orientation générale

4.1 L'objet du programme est de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en déployant, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, des opérations de maintien de la paix autorisées en vertu de ces mêmes buts et principes. Les textes portant autorisation des activités du programme sont des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

4.2 La responsabilité de l'exécution du programme incombe au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions (établi par l'Assemblée générale en 2007). Le Département des opérations de maintien de la paix coordonne étroitement quatre sous-programmes interdépendants et complémentaires (opérations; questions militaires; état de droit et institutions chargées de la sécurité; politiques, évaluation et formation), et s'acquitte de responsabilités transversales pour appuyer les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales qu'il dirige. Le Département de l'appui aux missions a quant à lui mis en place deux sous-programmes afin de s'accorder avec les structures établies sur le terrain pour la fourniture de services d'appui administratif et logistique (appui administratif aux missions et services d'appui intégrés).

4.3 Le Département des opérations de maintien de la paix, chef de file dans l'exécution des mandats intégrés, notamment des opérations d'assistance multisectorielles, collabore étroitement avec le Département de l'appui aux missions, qui fournit un appui logistique et administratif. Selon qu'il conviendra, on privilégiera la voie régionale pour assurer le maintien de la paix et mettre en œuvre des stratégies politiques pour plusieurs opérations.

4.4 Les deux départements tiendront les États Membres informés du déroulement de chaque phase des opérations de maintien de la paix, en tenant tout particulièrement compte des besoins des pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police, qui doivent disposer d'une information complète pour prendre les décisions se rapportant à leur participation aux opérations. Ils veilleront également à tenir les États Membres et les autres parties prenantes informés sur les questions d'appui concernant toutes les phases des opérations de maintien de la paix. Dans le cadre d'une gestion intégrée, on accordera une attention particulière à la sécurité des participants aux opérations sur le terrain et on s'attachera à maintenir un équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes et à tenir compte de la répartition géographique parmi les effectifs des opérations.

4.5 Les stratégies et plans conçus pour le programme ont pour but d'établir, de gérer et de diriger les opérations de maintien de la paix et de développer des capacités permettant de faire face à des situations de conflit et d'après conflit très diverses. Afin d'appuyer l'application des accords de paix conclus par les parties aux conflits, il faut absolument pouvoir exécuter rapidement et efficacement les mandats définis par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Ces mandats peuvent avoir pour objet de surveiller le respect des cessez-le-feu et des zones tampons; d'assurer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants; de réorganiser les structures militaires; d'assurer la formation des forces de police, de les conseiller et de les surveiller; de créer les conditions de sécurité propices au retour des réfugiés et des déplacés; de promouvoir des réformes électorales et judiciaires et d'épauler des administrations civiles; de faciliter les

processus politiques visant à consolider la paix et l'autorité de gouvernements légitimes, de coordonner des programmes de reprise économique et des opérations de déminage; et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Les missions peuvent aussi être chargées de maintenir l'ordre public et d'assumer la responsabilité d'une administration transitoire ou de services de maintien de l'ordre, notamment des organes de justice pénale. Les opérations de maintien de la paix étant devenues extrêmement complexes et ne cessant d'évoluer, il est indispensable d'adopter une démarche intégrée et d'améliorer la coordination et, le cas échéant, l'appui, tant entre les différents organismes des Nations Unies qu'entre ces derniers et les partenaires extérieurs, dont les institutions financières internationales et les organisations régionales, pour que la communauté internationale soit mieux en mesure de maintenir la paix et la sécurité. Des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la réconciliation nationale et du développement doivent être réalisés parallèlement compte tenu de l'interdépendance de ces aspects dans les pays sortant d'un conflit. Dans ce contexte, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et les autres départements et organismes concernés organiseront et mèneront les activités de maintien de la paix d'une manière qui facilite la consolidation de la paix et la prévention à long terme de la reprise des conflits armés. Les travaux d'élaboration et d'évaluation de méthodes d'application des pratiques de référence et des enseignements tirés de l'expérience en matière de maintien de la paix se poursuivront pour que le programme gagne en efficacité. On continuera en outre de mettre l'accent sur une plus grande cohésion dans l'action et de veiller à ce que tous les membres du personnel de maintien de la paix reçoivent une formation adaptée à leurs besoins.

4.6 Le Département de l'appui aux missions est chargé de fournir des services administratifs et logistiques aux opérations gérées par le Département des opérations de maintien de la paix et aux activités sur le terrain du Département des affaires politiques, ainsi qu'à d'autres opérations prescrites. Le programme servira à appuyer les opérations de maintien de la paix ainsi que les missions politiques spéciales appuyées par le Département de l'appui aux missions dans les domaines suivants : ressources humaines, finances, logistique, technologies de l'information et des communications et administration générale.

4.7 Pour remplir les fonctions d'appui aux missions, il importe de recruter et de conserver un personnel très qualifié et de veiller à ce que les missions disposent des ressources logistiques appropriées, y compris en termes de matériel, de direction, d'orientation et de contrôle, afin de pouvoir exécuter les tâches qui leur ont été confiées. Le Département de l'appui aux missions fournit également des services d'appui financier visant à faire en sorte que les fonds mis à disposition soient suffisants et soient gérés de façon responsable, et met en place les compétences spécialisées voulues pour prévoir les ressources nécessaires et gérer ces fonds et ressources.

4.8 Un appui spécialisé et des services techniques seront fournis au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, notamment pour ce qui est de la suite à donner aux décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale se rapportant aux opérations de maintien de la paix. Le Département des opérations de maintien de la paix appliquera les recommandations du Comité spécial que l'Assemblée générale aura approuvées.

A. Opérations de maintien de la paix

Sous-programme 1 Opérations

Objectif de l'Organisation : Mener efficacement les activités de planification, de mise en place et de gestion des opérations de maintien de la paix prescrites par le Conseil de sécurité

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Fourniture, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux, aux pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police et aux autres pays contributeurs, de conseils et de recommandations sur les questions relatives au maintien de la paix	a) Toutes les recommandations relatives à des opérations de maintien de la paix nouvelles ou en cours sont énoncées dans les résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes intergouvernementaux.
b) Gestion efficace et rationnelle des opérations de maintien de la paix	b) i) Un certain pourcentage de processus de planification intégrée ont été menés à bonne fin dans le respect des conditions posées par le Conseil de sécurité quant au fond et aux délais pour la mise en place de nouvelles opérations de maintien de la paix ou l'aménagement de celles qui existent. ii) Un certain nombre de missions remplissent les principaux objectifs établis et prescrits par les résolutions du Conseil de sécurité.

Stratégie

4.9 Comme par le passé, le Bureau des opérations aura pour principales fonctions de présenter en temps voulu, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des effectifs militaires et de police et aux autres pays contributeurs, des avis et des analyses concernant les questions de maintien de la paix ainsi que la planification intégrée des opérations, leur direction et l'appui à leur fournir, en formulant des conseils au sujet des orientations et des questions politiques et opérationnelles.

4.10 Le Bureau des opérations sera le centre d'intégration pour la planification des opérations sur le terrain et pour l'appui politique et opérationnel à leur fournir. Il utilisera le mécanisme de planification intégrée des missions, en collaboration avec les partenaires internes et externes, afin de mettre en place les opérations et de les aménager de manière à appliquer une démarche pleinement intégrée pour toute la gamme des activités de soutien de la paix visant à stabiliser les États et les situations au lendemain des conflits. Au Siège de l'ONU, les équipes opérationnelles intégrées centraliseront les activités de planification et de conduite intégrées des opérations de maintien de la paix ainsi que des missions politiques spéciales, appuyées par le Département de l'appui aux missions. Le Bureau des opérations sera chargé de constituer et de gérer ces équipes, qui réuniront des spécialistes du Département des

opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, ainsi que d'autres spécialistes, et donneront des orientations aux administrateurs de haut rang sur les questions intersectorielles. Les équipes opérationnelles intégrées seront en outre le principal point d'ancrage des pays fournisseurs de contingents ou de forces de police et des partenaires sur des questions en lien direct avec les missions, car elles leur permettront de participer à la planification et à la conduite d'opérations de maintien de la paix intégrées. Dans un premier temps, le Bureau coopérera avec des organisations régionales dans des contextes particuliers. Par la suite, en collaboration avec la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, il étendra son réseau de relations avec les organisations régionales pertinentes en vue d'optimiser les activités de prévention et de gestion des crises. En particulier, et compte tenu de l'insuffisance des capacités dans les régions exposées à des conflits, le Bureau renforcera et institutionnalisera l'appui aux organisations régionales africaines et la coopération avec ces dernières. On s'inspirera des pratiques de référence dans la conception, la planification et la conduite des missions, nouvelles ou en cours, notamment en affinant la prise en compte des questions intersectorielles. Les équipes intégrées responsables de l'information et des opérations pour les missions seront réaménagées en fonction des nouvelles orientations et fourniront des évaluations systématiques et fiables des risques liés aux missions ainsi que des analyses à long terme.

Sous-programme 2

Questions militaires

Objectif de l'Organisation : Exécuter efficacement les volets militaires des missions autorisées par le Conseil de sécurité

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Réduction du temps nécessaire pour organiser, déployer rapidement et mettre en place les composantes militaires des opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité	a) i) Les plans militaires sont mis au point dans un délai maximum de 7 jours suivant l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité. ii) Les demandes officielles d'annonces de contributions sont émises dans un délai maximum de 5 jours suivant la production d'un plan militaire.
b) Amélioration de l'efficacité des composantes militaires des opérations de maintien de la paix	b) Mise en œuvre de toutes les recommandations formulées dans les rapports de fin de mission établis par les chefs des composantes militaires et approuvées par le Siège

Stratégie

4.11 La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe au Bureau des affaires militaires, qui continuera de s'employer à conseiller au mieux le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, d'autres organes intergouvernementaux et les pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police sur les questions relatives au maintien de la paix. Le Bureau veillera également à ce que tous les pays qui fournissent des

effectifs militaires et de police soient informés des questions d'actualité en matière de maintien de la paix et que leurs contingents soient formés en conséquence. Les activités menées dans le cadre du sous-programme seront les suivantes : élaboration de plans opérationnels pour les composantes militaires des opérations de maintien de la paix (y compris des plans d'urgence pour les opérations éventuelles, actuelles ou en cours de bouclage); constitution de troupes, de groupes d'observateurs et d'effectifs d'état-major en vue de leur déploiement, évaluations préalables au déploiement et coordination du déploiement et de la relève du personnel militaire des missions; suivi quotidien des composantes militaires des opérations de maintien de la paix et appui à ces composantes; contribution aux activités de formation au maintien de la paix menées par le Département des opérations de maintien de la paix et les États Membres qui déploient du personnel en uniforme, y compris à l'institutionnalisation de normes élevées en matière de déontologie et de discipline.

4.12 Dans le cadre des activités menées au titre du sous-programme, on accordera une attention particulière aux tâches suivantes : aider à répondre aux besoins militaires régionaux dans le domaine du maintien de la paix en Afrique; mettre en place des arrangements officiels avec les partenaires des opérations de maintien de la paix; encourager et accroître la participation des femmes aux opérations; aider les organisations régionales à mettre en place des forces de maintien de la paix; élaborer et diffuser des politiques cohérentes concernant les questions militaires dans le cadre du maintien de la paix; introduire des méthodes de gestion modernes; renforcer la synergie et la coopération entre la composante militaire et la composante de police civile de chaque mission; poursuivre l'examen du Système de forces et moyens en attente des Nations Unies et encourager les États Membres à y participer; renforcer la capacité de déploiement rapide de la composante militaire lors du démarrage d'une mission de maintien de la paix ou d'une crise survenant dans une mission en cours.

4.13 Le Bureau des affaires militaires sera davantage à l'écoute des missions, par l'intermédiaire de ses représentants au sein des équipes opérationnelles intégrées. Ceux-ci s'appuieront sur toutes les capacités et compétences du Bureau dans l'ensemble des domaines militaires. Ils seront chargés de transmettre la position officielle du Bureau et ce dernier coordonnera les réunions hebdomadaires qui se tiendront avec eux.

Sous-programme 3

État de droit et institutions chargées de la sécurité

Objectif de l'Organisation : Soutenir les institutions chargées de la protection de l'état de droit et de la sécurité dans les pays qui sortent d'un conflit et renforcer leurs moyens d'action afin que ces pays disposent des capacités nécessaires et de services viables, répondant aux normes acceptées sur le plan international

Réalisations escomptées (Secrétariat)

a) Réduction du temps nécessaire pour déployer et mettre en place les composantes état de droit et sécurité des opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès

a) i) Réduction du nombre de jours nécessaires pour doter les composantes police d'une capacité opérationnelle initiale

- | | |
|--|--|
| | ii) Réduction du nombre de jours nécessaires, après l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité, pour le déploiement de personnel de base dans les domaines de l'état de droit, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, de la lutte antimines et de la réforme du secteur de la sécurité |
| b) Amélioration de l'efficacité des composantes état de droit et sécurité des opérations de maintien de la paix | b) Augmentation du nombre de plans intégrés englobant les composantes police, justice, système pénitentiaire, désarmement, démobilisation et réintégration, réforme du secteur de la sécurité et lutte antimines, mis en œuvre pour les opérations de maintien de la paix |
| c) Prise de conscience accrue des dangers des mines terrestres et des restes explosifs de guerre dans les pays touchés | c) Réduction du nombre de victimes de mines terrestres et de restes explosifs de guerre dans les pays touchés |

Stratégie

4.14 La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe au Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, lequel comprend la Division de la police, le Service de la lutte antimines, la Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires, la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et la Section de la réforme du secteur de la sécurité. Dans les sociétés qui sortent d'un conflit, il faut absolument rétablir la primauté du droit et renforcer les structures et les institutions chargées d'assurer la sécurité dans le pays pour créer un environnement propice à une paix durable. Ainsi, le Bureau est principalement chargé de mettre en place et de maintenir les cadres stratégiques et opérationnels essentiels, y compris dans les domaines de l'élaboration de directives, de l'appui sur le terrain, de la formation et du partenariat, l'objectif étant de faciliter les synergies et de favoriser l'efficacité dans les activités de renforcement de la sécurité et de consolidation de l'état de droit menées par les missions de maintien et de consolidation de la paix. Chaque composante élabore des plans et des programmes détaillés de réforme et de développement du secteur qui la concerne, en prenant en considération à la fois les institutions du système pénal, l'appareil législatif et judiciaire et les questions d'égalité des sexes dans le domaine de l'ordre public. Les composantes du Bureau s'efforceront également d'appuyer le renforcement des activités menées par l'Organisation dans son ensemble en matière d'état de droit et de sécurité, en jouant le rôle d'entités principales ou d'organes de liaison pour les domaines de la police et de l'application de la loi, du système pénitentiaire et de la lutte antimines, tout en présidant ou coprésidant les organes interinstitutions chargés de la réforme du secteur de la sécurité, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ainsi que de la lutte antimines. Le Bureau sollicitera activement la participation des organisations régionales et sous-régionales et des donateurs en ce qui concerne tous les aspects de ces questions, et il mettra en forme et diffusera les enseignements tirés et les pratiques de référence. En outre, il renforcera sa coopération avec les États Membres et les centres régionaux et nationaux de formation au maintien de la paix en ce qui concerne les pratiques actuelles en

matière de formation, les normes applicables aux institutions chargées de la sécurité et les méthodes et supports de formation à l'intention, notamment, du personnel de police et du personnel pénitentiaire. Enfin, ses différentes composantes continueront de former des partenariats fructueux avec d'autres entités du système des Nations Unies et des acteurs internationaux intéressés.

Sous-programme 4

Politiques, évaluation et formation

Objectif de l'Organisation : Renforcer les capacités institutionnelles intégrées en matière de maintien de la paix

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
Amélioration de la connaissance et de la compréhension des questions liées au maintien de la paix	i) Formation initiale dispensée à tous les membres du personnel de maintien de la paix ii) Augmentation du nombre de documents téléchargés depuis la plate-forme de ressources du maintien de la paix

Stratégie

4.15. La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe à la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, qui offrira des capacités intégrées permettant de formuler la doctrine et des directives applicables au maintien de la paix en s'appuyant sur une collecte systématique des pratiques de référence et des enseignements tirés de l'expérience, de fournir des orientations stratégiques pour l'élaboration de programmes de formation au maintien de la paix qui soient uniformisés et fondés sur la doctrine et les pratiques de référence susmentionnées, et d'évaluer dans quelle mesure la mission s'acquitte de ses mandats. La Division mettra ses services à la disposition du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions, des missions et des États Membres, ce qui permettra de prendre en compte les fonctions de base et d'appui dans l'élaboration des directives, la formation et l'évaluation, et de fournir, au Siège et sur le terrain, une plate-forme commune pour les orientations, les directives, la formation et l'évaluation.

4.16. Les capacités susmentionnées doivent servir à accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix et des services d'appui fournis depuis le Siège, en renforçant les institutions chargées du maintien de la paix. La Division formulera et diffusera les éléments de la doctrine du maintien de la paix (politiques, pratiques et instructions permanentes), contribuera à la formulation de cette doctrine dans le cadre des sous-programmes des deux départements et participera à l'enrichissement de l'intranet, principal outil de mise en commun des connaissances et de communication des directives au personnel des missions. En étroite coopération avec les États Membres et les organisations régionales, elle établira des normes en matière de formation et fournira un appui aux programmes de formation visant à donner aux membres du personnel de maintien de la paix les moyens de s'acquitter de leurs fonctions, aussi bien sur le terrain qu'au Siège. Elle appuiera le

renforcement des capacités de formation au maintien de la paix des États Membres, en particulier de ceux qui fournissent actuellement des effectifs militaires ou de police ou qui commencent à le faire. Elle recherchera de nouveaux partenaires pour le maintien de la paix et créera des structures permettant aux partenaires existants, qu'il s'agisse d'organismes des Nations Unies ou d'autres entités, de participer à l'exécution des opérations de maintien de la paix de façon complémentaire. Enfin, elle dressera le bilan des missions et s'en inspirera pour corriger les éventuelles lacunes, notamment en formulant et révisant des politiques ou en menant des activités de formation dans les deux départements et dans les missions.

Sous-programme 5

Appui administratif aux missions

Objectif de l'Organisation : Donner aux missions de maintien de la paix et aux missions connexes des Nations Unies les moyens dont elles ont besoin pour exécuter avec efficacité les mandats qui leur ont été confiés par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité	a) Augmentation du pourcentage de missions dont les taux d'occupation des postes correspondent aux taux prévus dans les plans et budgets approuvés pour les missions dans les phases de démarrage, d'expansion et de transition, grâce au recours à des listes de candidats ayant fait l'objet d'une approbation préliminaire
b) Amélioration de l'efficacité des opérations de maintien de la paix	b) i) Réduction du taux de vacance de postes dans les 9 mois suivant l'établissement d'une mission ii) Maintien à 3 mois du délai moyen de traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents (de la réception de la demande certifiée par la mission à son approbation par le Département)
c) Communication plus rapide des allégations de comportement répréhensible	c) Les opérations de maintien de la paix consignent toutes les allégations de comportement répréhensible dans le Système de suivi des fautes professionnelles dans un délai de sept jours suivant leur réception.

Stratégie

4.17. La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe à la Division du personnel des missions et à la Division du budget et des finances, au sein du Département de l'appui aux missions. Ces divisions sont chargées d'apporter aux opérations de maintien de la paix et autres opérations sur le terrain un appui dans les

domaines des ressources humaines, du budget et des finances. Elles sont également chargées de mener des activités de formation, de surveillance, d'examen et de conseil pour les questions de déontologie et de discipline concernant toutes les catégories de personnel.

4.18. La Division du personnel a pour mission de permettre aux opérations de maintien de la paix de s'acquitter de leur mandat en constituant, recrutant, développant et maintenant en place des effectifs civils très qualifiés, par la formulation de directives relatives à l'application des politiques, la structuration organisationnelle et le classement des emplois, l'autosurveillance, la gestion de l'information, des activités de sensibilisation, la tenue de listes de candidats et la gestion de la relève. La Division apporte en outre un appui direct dans les domaines des voyages et de l'administration (y compris l'accueil des nouveaux membres du personnel) à toutes les opérations sur le terrain, pour les activités pour lesquelles ces dernières ne disposent pas des pleins pouvoirs en matière de gestion des ressources humaines. Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, elle s'attachera en priorité à améliorer la capacité d'auto-administration des missions, à renforcer l'aptitude du Département à déployer rapidement du personnel très qualifié, à améliorer la représentation des pays qui fournissent des effectifs militaires et de police et celle des femmes à tous les niveaux, et à recourir à des méthodes de perfectionnement du personnel et d'évaluation du comportement professionnel qui permettent aux responsables de la gestion des ressources financières, humaines et physiques de disposer de la compétence et de la confiance en soi nécessaires à l'exécution de leurs tâches, ce qui garantira un appui précieux aux opérations sur le terrain.

4.19. La Division du budget et des finances aidera les missions à établir leurs projets de budget et rapports d'exécution, de sorte qu'elles puissent exécuter leur mandat avec efficacité et s'adapter à l'évolution de la situation sur le terrain ou à des changements dans leurs attributions, y compris leur liquidation. Cette aide consistera notamment à envoyer des équipes Abacus sur le terrain en vue d'améliorer la qualité de l'information fournie et le respect des délais d'établissement des budgets. Ces équipes seront également chargées de veiller à l'amélioration de la budgétisation axée sur les résultats et des prévisions concernant les effectifs et les coûts. Enfin, la Division s'assurera du traitement en temps utile des demandes de remboursement soumises par les pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police au titre du matériel appartenant aux contingents.

4.20. Un appui sera apporté aux missions en ce qui concerne la mise en œuvre de la gestion intégrée et des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) dans les domaines des ressources humaines, du budget et des finances. En outre, des mesures seront prises pour doter les missions de la capacité d'intervention nécessaire, donner la priorité à la fourniture des ressources budgétaires et humaines en temps utile et pouvoir déployer rapidement des missions pleinement opérationnelles.

4.21. Les divisions sont également chargées de mener des activités de formation, de surveillance, d'examen et de conseil pour les questions de déontologie et de discipline concernant toutes les catégories de personnel. Elles continueront à s'efforcer de prévenir les comportements répréhensibles, en particulier en fournissant aux États Membres et aux opérations de maintien de la paix des supports de formation leur permettant de dispenser une formation aux normes de conduite des Nations Unies, y compris une formation obligatoire pour toutes les catégories de

personnel sur l'exploitation et les abus sexuels. Elles continueront de contrôler et d'examiner ces normes de conduite, tout en surveillant leur application et donnant des orientations en la matière, de donner des conseils sur les questions de déontologie et de discipline concernant toutes les catégories de personnel et d'aider à donner la suite qui convient aux allégations de comportement répréhensible. Le sous-programme fournira aide et appui aux efforts interinstitutions en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels et d'aide aux victimes.

Sous-programme 6 Services d'appui intégrés

Objectif de l'Organisation : Veiller à ce que les missions de maintien de la paix et les missions connexes des Nations Unies soient dotées des moyens dont elles ont besoin pour exécuter avec efficacité les mandats qui leur ont été confiés par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Réduction du temps nécessaire pour planifier, déployer rapidement et mettre en place les opérations de maintien de la paix et les autres opérations approuvées par le Conseil de sécurité	<p>a) i) Recensement et déploiement des stocks de matériel stratégique et logistique afin d'appuyer les équipes de lancement de la mission et les premiers contingents et effectifs de police déployés, dans les 90 jours suivant l'attribution du mandat par le Conseil de sécurité</p> <p>ii) Mise en place de services complets d'information et de communication, y compris des services sécurisés de téléphonie, de transmission de données et de vidéotransmission, dans les 20 heures suivant l'arrivée du matériel et du personnel</p>
b) Amélioration de l'efficacité des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales appuyées par le Département de l'appui aux missions	<p>b) i) Les missions disposent, 365 jours par an, de contrats-cadres en bonne et due forme indiquant des montants appropriés à ne pas dépasser.</p> <p>ii) Le réseau longue distance est en service 99,8 % du temps.</p>

Stratégie

4.22. La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe à la Division du soutien logistique et à la Division des technologies de l'information et des communications, au sein du Département de l'appui aux missions. Ces deux divisions sont chargées de fournir du matériel et des services aux missions, afin qu'elles puissent exécuter leur mandat avec efficacité et dans les délais. Des services d'appui intégrés seront fournis aux missions selon leurs besoins et des dispositifs d'intervention seront mis en place pour s'adapter à l'évolution de la situation sur le terrain ou à des modifications du mandat. Des mesures seront prises pour doter les missions de la capacité d'action préventive nécessaire, donner la

priorité à la fourniture en temps utile des ressources matérielles et gérer au mieux les opérations d'achat de l'Organisation et l'utilisation des ressources matérielles. Enfin, l'appui fourni aux missions fera l'objet d'un suivi, de directives et de contrôles.

B. Missions de maintien de la paix

1. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Objectif de l'Organisation : Observer et faire respecter le cessez-le-feu sans condition et aider les parties à contrôler l'exécution et le respect des dispositions des conventions d'armistice de 1949

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Indicateurs de succès

Le Conseil de sécurité est informé sans délai du non-respect de ses résolutions

Présentation des rapports d'observation au Secrétaire général en temps utile

Stratégie

4.23. L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) continuera de s'acquitter de ses fonctions de base actuelles, qui consistent à déployer des observateurs et à maintenir, conformément à son mandat régional, des contacts avec les autorités régionales. L'ONUST continuera d'affecter des observateurs militaires qualifiés; ceux-ci seront placés sous le commandement opérationnel de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), qu'ils aideront à s'acquitter de leurs mandats respectifs. Il maintiendra des observateurs en Égypte par le biais d'un bureau de liaison et effectuera un nombre minimal acceptable de patrouilles.

4.24. L'ONUST continuera de présenter, en temps utile et avec le souci de la précision, des rapports d'observation et des analyses de l'évolution politique, en particulier des conditions de sécurité, dans toute la zone concernée; de fournir un appui à toutes ses antennes et à tous ses bureaux de liaison ainsi qu'à son quartier général à Jérusalem pour ce qui concerne le commandement, l'administration, la logistique et la sécurité. En outre, il continuera d'user des bons offices des chefs des missions pour renforcer et améliorer les relations entre Israël et ses voisins, et d'entretenir des relations fructueuses avec les ambassadeurs et consuls des pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police et avec les organismes régionaux des Nations Unies et de consolider ces relations; et d'élaborer des plans d'urgence applicables en cas de changement de la situation militaire ou politique dans sa zone d'opérations.

2. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

Objectif de l'Organisation : Suivre les faits nouveaux se rapportant aux violations du cessez-le-feu le long de la ligne de contrôle, selon le mandat conféré au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan par le Conseil de sécurité dans sa résolution 307 (1971)

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Présence d'observateurs militaires des Nations Unies aux postes du Groupe sur le terrain, de part et d'autre de la ligne de contrôle, afin de déceler les violations du cessez-le-feu	a) Un certain pourcentage d'incidents ou de violations sont signalés au Siège de l'ONU en temps utile.
b) Efficacité, au moindre coût, des patrouilles, des inspections et des enquêtes portant sur des violations du cessez-le-feu	b) i) Nombre de patrouilles effectuées librement et en toute sécurité après notification, dans la mesure où les pays hôtes le permettent ii) Le Groupe se charge d'enquêter, avec la pleine coopération des 2 parties, sur toutes les plaintes qui sont de son ressort.

Stratégie

4.25. Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) continuera de présenter en temps utile des rapports périodiques et spéciaux détaillés sur les faits nouveaux pertinents dans sa zone d'opérations, conformément à son mandat.

4.26. Le Groupe continuera de placer des observateurs militaires à tous ses postes sur le terrain, de part et d'autre de la ligne de contrôle, de patrouiller et de procéder à des inspections et à des enquêtes en cas de plaintes concernant des violations de la ligne et, dans la mesure où les pays hôtes le lui permettent, d'exécuter diverses tâches sur le terrain, aux alentours de la ligne, à partir de ses postes.

Textes portant autorisation des travaux

A. Opérations de maintien de la paix

Résolutions de l'Assemblée générale

49/233 A et 52/230	Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
63/280	Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects
63/287	Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

64/84	Assistance à la lutte antimines
64/243	Questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011
64/244	Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

B. Missions de maintien de la paix

1. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolutions du Conseil de sécurité

50 (1948)	Cessation des hostilités en Palestine
54 (1948)	Situation en Palestine
73 (1949)	Accords d'armistice conclus par les parties impliquées dans le conflit de Palestine

2. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

Résolutions du Conseil de sécurité

39 (1948)	Constitution d'une commission sur la situation entre l'Inde et le Pakistan
47 (1948)	Rétablissement de la paix et de l'ordre public dans l'État de Jammu-et-Cachemire et organisation d'un plébiscite
91 (1951)	Nomination d'un représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan
307 (1971)	Observation d'un cessez-le-feu durable et de l'arrêt des hostilités au Jammu-et-Cachemire
